

Elites et public face aux fractures de l'Europe



Un sondage de l'institut Chatham House révèle l'attachement des citoyens à l'UE et de nouveaux clivages

On le sait depuis peu : les nouvelles de la mort de l'Union européenne (UE) ont été grandement exagérées. Ayant survécu à de multiples crises mortelles, l'UE semble, à 60 ans, prête à prendre un nouvel élan. Qu'en pensent les Européens ? Une étude d'opinion menée par l'institut de recherche politique britannique Chatham House, publiée mardi 20 juin, révèle de nouvelles lignes de fracture et une frustration certaine quant aux bénéfices tirés de la construction européenne. Mais elle traduit également une communauté de vues sur sa nécessaire fonction de solidarité, sur son caractère démocratique ainsi que sur l'existence d'une identité européenne.

Cette étude, « L'avenir de l'Europe, Une comparaison des positions du public et des élites », a été menée dans dix pays (Autriche, Belgique, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Espagne et Royaume-Uni) auprès de personnes interrogées en décembre 2016 et en janvier 2017, soit avant les bouleversements électoraux aux Pays-Bas (mars), en France (mai-juin) et au Royaume-Uni (juin).

Les tendances de fond qu'elle révèle, cependant, restent valides, de même que le clivage qu'elle fait apparaître sur de nombreuses questions en interrogeant séparément un échantillon de 10 000 personnes représentatives du public dans son ensemble et un autre échantillon de près de 2 000 personnes représentatives des élites. Cette différenciation est particulièrement intéressante dans la mesure où la montée du populisme, qui semble aujourd'hui marquer le pas, a été en partie attribuée au rejet des élites.

DÉSACCORD SUR L'ÉLARGISSEMENT

Dans quatre domaines, un consensus existe entre le public et les élites : sur l'engagement en faveur d'une union fondée sur la solidarité financière entre États, qui a survécu à la crise de la zone euro ; sur une vision positive de la démocratie ; sur le sens d'une identité commune européenne, qui se superpose à l'identité nationale ; sur l'évaluation des principaux succès et échecs de l'UE (succès : paix, libre circulation, espace Schengen, euro et marché unique ; échecs : bureaucratie, crise des réfugiés, austérité, chômage et immigration massive). Enfin, une proportion équivalente de citoyens est opposée à l'avènement d'États-Unis d'Europe, dotés d'un gouvernement central : 47 % des élites et 41 % du public.

Ce consensus se brise en revanche sur la perception des bénéfices que tirent les citoyens de leur appartenance à l'Union européenne. Les élites sont, à 71 %, conscientes des bénéfices qu'elles ont tirés de l'intégration européenne. Le public, lui, est divisé : un tiers considère qu'il en a tiré profit, un autre tiers que cela ne lui a apporté aucun bénéfice et un tiers n'a pas d'opinion arrêtée.

Autre sujet de désaccord entre les élites et le public : l'élargissement. Près de la moitié du public (47 %) estime en effet que l'élargissement de l'UE est allé trop loin, alors que 58 % des élites soutiendraient l'adhésion de nouveaux membres. La question de l'adhésion de la Turquie, en revanche, ne recueille la majorité ni auprès des élites (opposées à 49 %) ni au sein du public (62 %).

L'étude de Chatham House met aussi en lumière de nouveaux clivages au sein de l'opinion publique dans son ensemble, soumise à l'accélération de l'intégra-

tion européenne depuis les années 1990.

La ligne de fracture de la redistribution des richesses, qui a défini traditionnellement le partage entre gauche et droite de la politique en Europe, fait place à un clivage autorité/liberté, l'autorité étant perçue non pas comme un mode de gouvernance mais comme un ensemble de valeurs qui privilégie l'ordre et la résistance au changement.

POLITIQUES D'AUSTERITÉ EN QUESTION

Ce clivage, de plus en plus répandu en Europe, ne répond plus à un critère de classe sociale ou de montant des revenus, mais, essentiellement, de niveau d'éducation et de qualification. Ainsi, ceux qui privilégient l'autoritarisme sur le libéralisme ont plus de chances d'être des hommes, non diplômés, d'âge moyen, vivant en milieu rural, non retraités.

De manière générale, le fossé entre valeurs autoritaires ou libérales des personnes interrogées est plus déterminant dans leurs attitudes sur l'intégration européenne que leur statut économique. Pour l'institut Chatham House, c'est un des défis à long terme qui se posent à l'Union européenne.

Les opinions des élites elles-mêmes ne sont pas homogènes sur la totalité des sujets. L'efficacité des politiques d'austérité dans la zone euro reste un sujet de division : pour 54 % des élites, elles n'ont pas été efficaces, contre 28 %. Elles sont également divisées sur le traitement de la question des réfugiés. Elles se rassemblent en revanche sur deux sujets : le Brexit ne constitue pas une menace pour l'UE (seuls 7 % y voient une menace), et la nécessité d'une plus forte intégration à long terme (71 %). ■

SYLVIE KAUFFMANN

Un an après, le Brexit ne fait pas école

C'EST L'UN DES PARADOXES du Brexit : en un an, la cote de popularité de l'Union européenne (UE) s'est nettement redressée depuis le vote, le 23 juin 2016, des Britanniques en faveur d'une sortie de leur pays du projet communautaire. En effet, 63 % des citoyens européens voient l'UE d'un œil favorable, contre 34 %, défavorables, d'après une étude de l'institut de recherche Pew, réalisée auprès de 9 900 personnes, entre mars et avril, dans dix pays.

Cette évolution est notable également dans le pays du Brexit, à l'heure où le divorce commence à peine à être négocié. En douze mois, le sentiment

pro-UE a progressé de 18 points en Allemagne et en France (respectivement à 68 % et à 56 %). Seuls les Grecs voient l'Union de manière très majoritairement défavorable.

Une « mauvaise chose »

Un an après la victoire du Brexit, l'effet domino n'est par ailleurs plus une

menace, du moins à en croire cette enquête : 77 % des personnes interrogées considèrent que leur pays doit rester dans l'Union européenne, contre 18 % d'avis opposé. Cette opinion est partagée par 88 % des Allemands et 76 % des Français, même si dans ces deux pays, comme ailleurs sur le continent, une petite majorité soutient l'idée d'un référendum sur la question. Même les partisans de formations eurosceptiques – comme ceux du Front national à 54 % – sont

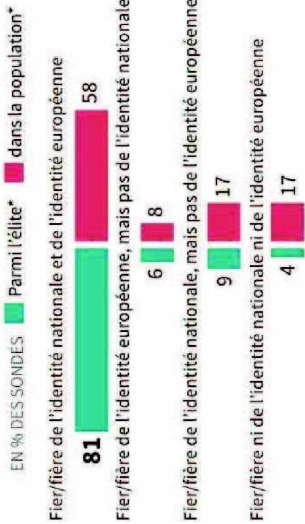
d'ailleurs majoritairement favorables au maintien dans l'Union.

Enfin, une majorité des citoyens interrogés estime que le Brexit sera une « mauvaise chose » pour l'UE (à 69 %) comme pour le Royaume-Uni (à 55 %). Seuls les Britanniques apparaissent divisés : 48 % pensent désormais que le divorce aura des conséquences négatives pour leur pays, contre 44 % d'opinion contraire. ■

PHILIPPE RICARD

L'attachement à l'Europe reste fort

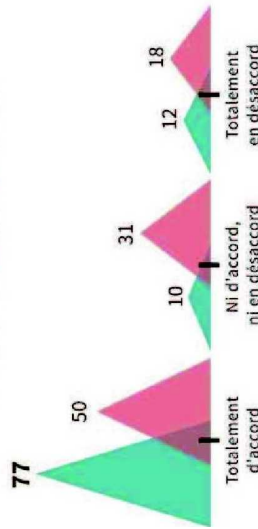
Le sentiment d'être européen



La solidarité entre Etats européens

Pensez-vous que : Les pays membres les plus riches devraient aider financièrement les pays membres les plus pauvres

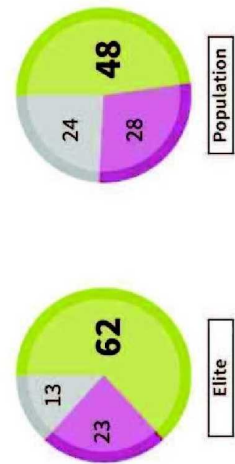
EN % DES SONDES Elite Population



Le rôle de l'Allemagne au sein de l'UE

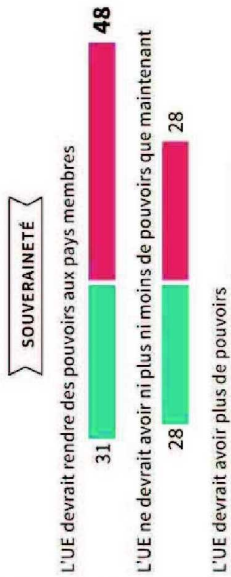
Perception du rôle de l'Allemagne dans l'Union européenne

EN % DES SONDES Positif Neutre Négatif

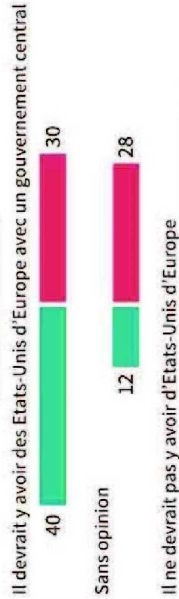


Attitudes envers l'Union européenne

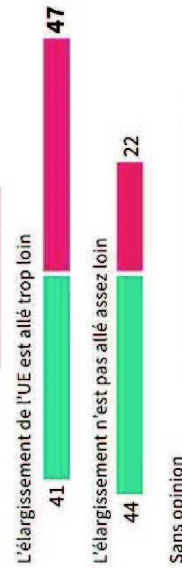
EN % DES SONDES Elite Population



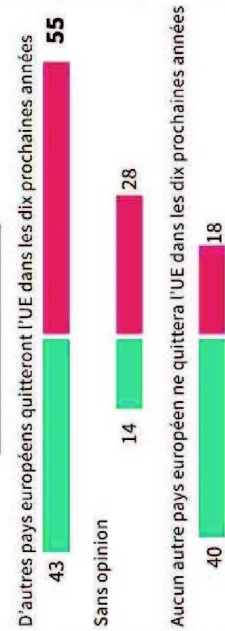
FÉDÉRALISME



ÉLARGISSEMENT

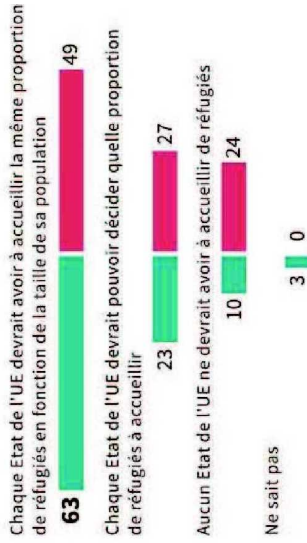


CONTAGION DU BREXIT



L'attitude à adopter face aux quotas de réfugiés

EN % DES SONDES Elite Population

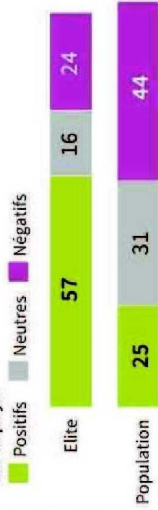


Les effets de l'immigration

Perception des effets de l'immigration

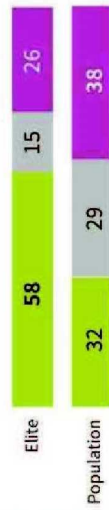
EN % DES SONDES

Sur le pays Positifs Neutres Négatifs



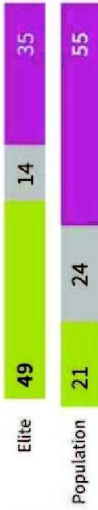
Sur la vie culturelle

Est un enrichissement Sans opinion N'est pas un enrichissement



Sur l'Etat-providence

N'est pas une pression Sans opinion Est une pression



* Sondage effectué entre décembre 2016 et février 2017, dans 10 pays européens, 16 195 personnes représentatives de la population, en utilisant la méthode des quotas géographiques, de sexe et d'âge ont répondu en ligne. Un autre échantillon de 1 825 membres de l'élite, définis comme des individus ayant de l'influence au niveau local, régional, national ou européen dans quatre secteurs d'activité (politique, média, affaires et société civile) a répondu au sondage, soit par téléphone, soit en face-à-face.